Bibliothèque Cécile-Rouleau

Acceptabilité sociale

Bibliographie sélective

Compilée par Annie Gimlewicz Bibliothèque Cécile-Rouleau Service de l'accueil et de la référence

8 mars 2016



Ce document présente une sélection de publications sur des sujets reliés à l'acceptabilité sociale.

Les documents recensés datent de 1996 à 2015 et proviennent des bases de données bibliographiques de la Bibliothèque Cécile-Rouleau et du catalogue du Réseau informatisé des bibliothèques gouvernementales au Québec (CUBIQ).

Les publications signalées dans cette bibliographie sont disponibles pour emprunt à la Bibliothèque Cécile-Rouleau.

TABLE DES MATIERES

OUVRAGES DE BASE	2
ÉNERGIE ET RESSOURCES NATURELLES	4
TRANSPORTS	12
AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE	
AUTOCHTONES	14
DIVERS	15

OUVRAGES DE BASE

(2015). <u>Acceptabilité sociale, où en sommes-nous au Québec? : actes du Forum sur l'acceptabilité sociale tenu le 20 mars 2015 à l'Université du Québec à Rimouski, campus de Lévis.</u> Forum sur l'acceptabilité sociale. Université du Québec à Rimouski, campus de Lévis, GRIDEQ. 71 p.

Disponible en ligne :

http://www.inm.qc.ca/Centre_doc/ActesForumAS.pdf

Beaudry, R., et al. (2014). « La normativité de l'acceptabilité sociale : écueils et réactualisation pour une économie territorialisée. » Éthique publique 16(1).

Disponible en ligne :

http://ethiquepublique.revues.org/1374

Caron-Malenfant, J. et T. Conraud (2009). <u>Guide pratique de l'acceptabilité sociale : pistes de réflexion et d'action</u>. [Montréal], Éditions D.P.R.M. 60 p.

Castonguay, A. (2011) « Pas dans notre cour! » Actualité 36(16): 19-23.

Entretien avec Bruce Anderson, conseiller en relations publiques, sur le concept de l'"acceptabilité sociale", un contrat tacite sur un projet entre la population et un gouvernement ou une entreprise et sur les manifestations de ce concept, particulièrement au Québec où de nombreux projets de développement, majoritairement économiques, ont été rejetés au cours des dernières années; résultats d'un sondage sur la confiance des Québécois à l'égard des acteurs publics ou privés pour prendre des décisions en fonction de l'intérêt collectif. (Résumé de la base de données)

Conseil patronal de l'environnement du Québec (2012). <u>Guide des bonnes pratiques afin de favoriser l'acceptabilité sociale des projets</u>. Montréal, CPEQ. 68 p.

Disponible en ligne :

http://www.cpeq.org/fr/guides/acceptabilite-sociale-des-projets/guide-de-bonnes-pratiques-afin-de-favoriser-lacceptabilite

Delannon, N., et al. (2011). « Que font les entreprises en matière de relations avec les communautés? » Gestion: revue internationale de gestion **36**(2): 29-38.

Cet article présente les pratiques en matière de relations avec les communautés de 21 entreprises installées au Québec. Deux tendances lourdes se dégagent des relations existant entre les organisations et les communautés. La première tendance concerne l'exigence de l'acceptabilité sociale des opérations de l'entreprise. Ainsi, les communautés font l'objet d'une attention de plus en plus marquée de la part des entreprises. La deuxième tendance porte sur le changement profond des attentes des citoyens et des communautés face aux entreprises : l'époque où la seule création d'emplois représentait la source de légitimité des activités économiques locales semble révolue. La multiplication et la diversification des acteurs, l'amélioration de l'accès à l'information et la tenue de forums d'expression ont accéléré et complexifié la gestion des relations entreprises-communautés. Selon les principaux constats découlant de notre étude, les entreprises sont motivées par la nécessité de préserver ou d'améliorer leur réputation et contraintes par des obligations légales; peu

d'entreprises adoptent une démarche intégrée dans leurs relations avec les communautés, ce qui les empêche de tirer un maximum de bénéfices; les personnes-ressources ne sont pas assez outillées et réclament davantage de soutien de la part de la direction; l'évaluation des retombées est une méthode que l'on commence à peine à employer; les entreprises entrevoient l'avenir de leurs relations avec les communautés avec une certaine inquiétude. (Résumé de la base de données)

Fortin, M.-J., et al. (2013). <u>Acceptabilité sociale, énergies et territoires de quelques exigences fortes pour l'action publique : mémoire soumis à la Commission sur les enjeux énergétiques</u>. [Québec (Province)], Marie-Josée Fortin : Yann Fournis : Raymond Beaudry. 27 p.

Disponible en ligne :

 $\frac{http://www.bibliotheque.assnat.qc.ca/DepotNumerique_v2/AffichageNotice.aspx?idn=73}{724}$

Fournier, M. (2009) « L'acceptabilité sociale : un risque qui se gère. » <u>Vecteur environnement</u> **42**(4): 30-31.

Le rôle crucial de la contribution de la population pour la réussite de l'implantation d'un grand projet ayant potentiellement des répercussions significatives sur les communautés d'accueil; les cinq étapes à suivre pour intégrer la population dans la réalisation de ces projets. (Résumé de la base de données)

Fournis, Y. et M.-J. Fortin (2014). « Conceptualiser l'acceptabilité sociale: la force d'une notion faible ». In : <u>Sciences du territoire: t. 2. Défis méthodologiques</u>. M. Robitaille, M.-U. Proulx. Québec, Presses de l'Université du Québec: 17-34.

Grandazzi, G. (2007). « Acceptabilité sociale des risques. » In : <u>Dictionnaire des risques</u>. Paris, Armand Colin: 2-4.

Ifremer (2009). « V16: acceptabilité sociale. » In : <u>Énergies renouvelables marines : étude prospective à l'horizon de 2030</u>. Versailles, Éditions Quae: 220-231.

Junex et. Québec (Province). (2015). <u>Réussir le développement de projets une question de confiance : mémoire présenté par Junex inc. dans le cadre du chantier sur l'acceptabilité sociale.</u> Québec, Junex. 15 p.

Disponible en ligne:

http://www.bibliotheque.assnat.qc.ca/DepotNumerique_v2/AffichageNotice.aspx?idn=79 339

Marcellis-Warin, Nathalie de, et al. (2012). <u>Perception des risques au Québec : baromètre CIRANO 2012</u>. [Montréal], Presses internationales polytechnique : CIRANO. 164 p.

Ce livre s'adresse particulièrement aux gestionnaires de grands projets, aux décideurs politiques mais également à tous les citoyens. (Résumé de l'éditeur)

Raufflet, E. (2014) « De l'acceptabilité sociale au développement local résilient. » <u>VertigO</u> **14**(2). Disponible en ligne :

http://vertigo.revues.org/15139

Roquefort-Cook, K., et al. (2015). <u>La participation des usagers aux politiques publiques locales : une volonté affichée... pour quelle réalité?</u> Paris : [Cergy-Pontoise, France], L'Harmattan; Université de Cergy-Pontoise. 131 p.

Les processus participatifs ne sont-ils qu'une comédie, mis à la disposition des élus locaux? Ou peuvent-ils être la clé d'un nouvel acte de l'action publique, plus en adéquation avec les attentes des habitants? Néanmoins, les collectivités doivent appréhender les différents écueils de cette participation ; car, à travers l'analyse de différentes expériences participatives, c'est la démocratie locale que la participation citoyenne vient interroger. L'usager aura-t-il demain un rôle plus efficient dans la conduite des politiques publiques locales? (Résumé de l'éditeur)

Savard, J. (2013). « De l'immobilisme à l'appropriation citoyenne: regards sur le processus d'acceptabilité sociale à Montréal. » In : <u>Communication et grands projets : les nouveaux défis</u>. Québec, Presses de l'Université du Québec: 45-80.

Turcotte, M. F., et al. (2011). <u>Comprendre la RSE et agir selon les bases de la norme ISO 26000</u>. Québec, Institut de l'énergie et de l'environnement de la Francophonie. 168 p.

Disponible en ligne :

 $\underline{http://nbs.net/fr/connaissances/parties-prenantes/engagement/livre-comprendre-la-rse-etagir-selon-les-bases-de-la-norme-iso-26000/$

ÉNERGIE ET RESSOURCES NATURELLES

(2005). "Social Acceptance of Renewable Energy Innovation: papers: special issue." <u>Energy policy</u> **35**(5).

The special issue on Social Acceptance of Renewable Energy Innovation is a collection of best papers presented at an international research conference held in Tramelan (Switzerland) in February 2006. While there are ambitious government targets to increase the share of renewable energy in many countries, it is increasingly recognized that social acceptance may be a constraining factor in achieving this target. This is particularly apparent in the case of wind energy, which has become a subject of contested debates in several countries largely due to its visual impact on landscapes. (Résumé de la base de données)

(1996). <u>Defining social acceptability in ecosystem management: a workshop proceedings, Kelso, Washington, June 23-25, 1992.</u> Portland, Or., U.S. Dept. of Agriculture, Forest Service, Pacific Northwest Research Station. 142 p.

(2004). <u>Social acceptability of alternatives to clearcutting: discussion and literature review with emphasis on southeast Alaska.</u> Portland, OR, U.S. Dept. of Agriculture, Forest Service, Pacific Northwest Research Station. 37 p.

Disponible en ligne

http://www.fs.fed.us/pnw/pubs/pnw_gtr594.pdf

Association canadienne de l'énergie éolienne. (2015). <u>Mémoire de l'Association canadienne de l'énergie éolienne (CanWEA)</u>: chantier sur l'acceptabilité sociale du Ministère de l'énergie et des <u>ressources naturelles</u>. [Ottawa]: Association canadienne de l'énergie éolienne. 3 p.

Disponible en ligne :

http://www.bibliotheque.assnat.qc.ca/DepotNumerique_v2/AffichageNotice.aspx?idn=79 037

Association de l'exploration minière du Québec. (2015). <u>Mémoire de l'Association de l'exploration minière du Québec (AEMQ).</u> [Québec (Province)], Association de l'exploration minière du Québec. 9 p

Disponible en ligne:

http://www.bibliotheque.assnat.qc.ca/DepotNumerique_v2/AffichageNotice.aspx?idn=79033

Association minière du Québec. (2015). <u>Mémoire : chantier sur l'acceptabilité sociale : présenté au Ministère de l'énergie et des ressources naturelles</u>. [Québec (Province)], Association du Québec. 12 p.

Disponible en en ligne :

 $\underline{\text{http://www.bibliotheque.assnat.qc.ca/DepotNumerique_v2/AffichageNotice.aspx?idn=79}}\\ \underline{034}$

Association pétrolière et gazière du Québec. (2015). <u>Mémoire de l'Association pétrolière et gazière du Québec.</u> [Québec (Province)], Association pétrolière et gazière du Québec. 10 p.

Disponible en ligne :

 $\underline{\text{http://www.bibliotheque.assnat.qc.ca/DepotNumerique_v2/AffichageNotice.aspx?idn=79}}\\ \underline{035}$

Barbier, R. (1998). "L'acceptabilité sociale : Les collectivités locales au rendez-vous de leurs déchets. Partie 1." <u>Environnement & technique</u> (176): 24-27.

Que nous adoptions le point de vue de la gestion durable des ressources ou celui de la maîtrise des pollutions, nous savons désormais d'en matière de déchets, il n'est plus possible aujourd'hui de faire comme avant, lorsque, explique ironiquement un ingénieur de collectivité locale, l'usager attendait que, chaque matin, ses déchets se subliment devant sa porte pour être aussitôt jetés dans un trou. Il nous faut au contraire réapprendre à vivre avec ces choses que la réglementation appelle assez joliment les choses dont on se défait. Cette

inversion d'un mouvement séculaire de mise à l'écart et de déresponsabilisation individuelle constitue le défi de l'internalisation des déchets. Trois variables sociologiques peuvent jouer un rôle dans la formation de la réponse collective à ce défi: (1) Le consentement à agir tout d'abord: la modernisation de la gestion des déchets se traduit globalement par une extension du nombre des acteurs impliqués dans la production du bien environnemental propreté; au sein de ce nouveau système d'acteurs émerge la figure désormais bien repérée du producteur-trieur de déchets, dont l'activité consiste en quelque sorte à relier la cuisine à l'usine de recyclage. (2) Vient ensuite immédiatement à l'esprit la question du consentement au voisinage des centres de traitement: c'est la question du fameux syndrome nimby, qui désigne le refus de la population de recevoir dans son arrière-cour (in my back-yard) ces incinérateurs ou centres de stockage souvent perçus comme dangereux. (3) Il faut enfin évoquer le consentement à payer. La modernisation se traduit par une augmentation du coût de traitement de la gestion des déchets: jusqu'où est-il possible d'aller et avec quelles clefs de répartition? Cet article se consacre uniquement aux deux premiers aspects. Mais au préalable, afin de mieux comprendre ce que remet en cause cette modernisation annoncée de la gestion des déchets et les difficultés d'elle peut rencontrer, on précise quelques éléments ayant trait à notre inconscient collectif en matière de déchets. (Résumé de la base de données)

Beauchamp, A. (1997). Environnement et consensus social. Montréal, Éd. l'Essentiel. 141 p.

D'accès facile, bien arrimé à l'actualité, ce livre s'adresse à un large public. Une conviction anime André Beauchamp: la sauvegarde de l'environnement n'est pas que l'affaire des spécialistes; la résolution des crises liées à des questions environnementales requiert plus que jamais la participation de tous. "Les gouvernements ont besoin de la participation d'un public informé et concerné par l'environnement. C'est plus que souhaitable: c'est nécessaire." (Résumé du livre)

Brochu, Marisol. (2009). <u>Le projet Des Moulins : un projet qui ne remplit pas les critères d'acceptabilité sociale : mémoire déposé au BAPE relatif au projet éolien du parc Des Moulins.</u> Kinnear's Mills [Québec], Marisol Brochu. 15 p.

Disponible en ligne :

http://www.bibliotheque.assnat.qc.ca/DepotNumerique_v2/AffichageNotice.aspx?idn=15493

Buclet, N. (2005). « Gestion de crise environnementale et démocratie participative : le cas de l'incinération des déchets ménagers. » <u>Politiques et management public</u> **23**(2): 91-116.

Castonguay, A. (2013) « La bataille des pipelines. » <u>Actualité</u> **38**(15): 26-28.

Les projets de pipelines élaborés par l'industrie pétrolière américaine et albertaine afin de transporter le pétrole vers l'est de l'Amérique du Nord et les pressions exercées par les lobbyistes engagés par cette industrie afin de convaincre les instances politiques et la population du Québec de l'acceptabilité sociale de ces projets. (Résumé de la base de données)

Chaire ERE-UQAM. (2010). <u>Enjeux d'acceptabilité sociale Bureau d'audience publique [sic] sur l'environnement : les consultations de la Commission d'enquête sur le développement durable de l'industrie des gaz de schiste au Québec, deuxième partie de l'audience : mémoire déposé à la <u>Commission</u>. [Montréal], Chaire de recherche du Canada en éducation relative à l'environnement, Université du Québec à Montréal. 13 p.</u>

Disponible en ligne:

http://www.bibliotheque.assnat.qc.ca/DepotNumerique_v2/AffichageNotice.aspx?idn=11

Coalition Pour que le Québec ait meilleure mine! (2015). <u>Position de la Coalition Pour que le Québec ait meilleure mine! Sur l'acceptabilité sociale dans le cadre des consultations du Ministère des ressources naturelles du Québec.</u> [Québec (Province)], Coalition Pour que le Québec ait meilleure mine! 8 p.

Disponible en ligne :

http://www.bibliotheque.assnat.qc.ca/DepotNumerique_v2/AffichageNotice.aspx?idn=79 135

Comité de citoyens de Kinnear's Mills. (2011). <u>Mémoire présenté au B.A.P.E. : projet Massif du Sud : l'acceptabilité sociale et les projets éoliens au Québec.</u> [Kinnear's Mills, Québec, Comité de citoyens de Kinnear's Mills.] 8 p.

Disponible en ligne :

http://www.bibliotheque.assnat.qc.ca/DepotNumerique_v2/AffichageNotice.aspx?idn=28 119

Comité de suivi sur les impacts environnementaux, économiques et sociaux du projet minier Canadian Malartic. (2015). <u>Mémoire déposé dans le cadre du chantier sur l'acceptabilité sociale mené par le Ministère de l'énergie et des ressources naturelles : la valorisation des enjeux de protection environnementale et de bien-être humain. Malartic, Abitibi-Témiscamingue, Comité de suivi Canadian Malartic. 9 p.</u>

Disponible en ligne :

http://www.bibliotheque.assnat.qc.ca/DepotNumerique_v2/AffichageNotice.aspx?idn=79
147

Conférence régionale des élus de la Chaudière-Appalaches. (2011). <u>Mémoire sur le projet de parc éolien Massif du Sud : présenté à la Commission du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement portant sur le projet de parc éolien Massif du Sud. Montmagny, Québec, Conférence régionale des élu(e)s de la Chaudière-Appalaches. 35 p.</u>

Disponible en ligne :

http://www.bibliotheque.assnat.qc.ca/DepotNumerique_v2/AffichageNotice.aspx?idn=28 190

Corporation de l'environnement de Sept-Îles. (2013). <u>Mémoire : Corporation de protection de l'environnement de Sept-Îles déposé à la Commission de l'agriculture, des pêcheries, de l'énergie et des ressources naturelles dans le cadre de la consultation particulière et audition publique sur le projet de loi no 43, Loi sur les mines. Sept-Îles, Québec, Corporation de protection de l'environnement de Sept-Îles. 163 p.</u>

Disponible en ligne:

http://www.bibliotheque.assnat.qc.ca/DepotNumerique_v2/AffichageNotice.aspx?idn=74 265

Corporation de protection de l'environnement de Sept-Îles. (2015). <u>Mémoire portant sur le chantier sur l'acceptabilité sociale : présenté au Ministère de l'énergie et des ressources naturelles</u>. [Sept-Îles], Corporation de protection de l'environnement de Sept-Îles. 19 p.

Disponible en ligne :

http://www.bibliotheque.assnat.qc.ca/DepotNumerique_v2/AffichageNotice.aspx?idn=79 283

Couture, Pierre. (2015). <u>Favoriser l'acceptabilité sociale des projets de mise en valeur du territoire public ainsi que des ressources énergétiques et minérales : document de réflexion</u>. [Québec (Province)], Énergie et ressources naturelles Québec. 20 p.

Disponible en ligne :

 $\underline{\text{http://www.bibliotheque.assnat.qc.ca/DepotNumerique_v2/AffichageNotice.aspx?idn=79}}{358}$

Delhoume, C. et D. Caroux (2014). « Quel rôle des agriculteurs dans la transition énergétique? acceptation sociale et controverses émergentes à partir de l'exemple d'une chaufferie collective de biomasse en Picardie. » VertigO **14**(3).

Disponible en ligne:

http://vertigo.revues.org/15647

Ek, Kristina. (2005). "Public and private attitudes towards "green" electricity: the case of Swedish wind power." Energy policy **33**(13): 1677–1689.

There exists a political goal in Sweden and elsewhere to increase the use of renewable energy and wind power seems to be a favourable choice from an environmental perspective. However, although the public generally expresses a positive attitude towards wind power, the experience often shows that specific wind power projects face resistance from the local population. This paper analyses the attitudes towards wind power among the electricity consumers as well as the foundations of these attitudes. Results are based on a postal survey that was sent out to 1000 Swedish house owners. According to the results, the public is generally positive towards wind power. The probability of finding an average individual in support of wind power decreases with age and income. People with an interest in environmental issues are, however, more likely to be positive towards wind power than the average respondent and the results do not support the NIMBY-hypothesis. In addition, people that are more inclined to express public preferences are also more likely to be positive towards wind electricity than people who are less inclined to do so. These results

imply, for instance, that the potential of markets for "green" electricity may be limited, other support schemes is thus required if the politically stated goal to increase wind power capacity is to be fulfilled. (Résumé de l'auteur)

Fédération québécoise des municipalités. (2010). <u>Protection de l'environnement et acceptabilité sociale : les éléments clefs d'un véritable développement durable de l'industrie des gaz de schiste au Québec : mémoire de la Fédération québécoise des municipalités présenté à la Commission sur le développement durable de l'industrie des gaz de schiste. [Québec (Province)], Fédération québécoise des municipalités. 54 p.</u>

Disponible en ligne :

 $\underline{\text{http://www.bibliotheque.assnat.qc.ca/DepotNumerique_v2/AffichageNotice.aspx?idn=}11}{66}$

Feurtey, É. (2008). <u>Énergie éolienne et acceptabilité sociale. Guide à l'intention des élus municipaux du Québec</u>. Rimouski (Québec), Unité de recherche sur le développement territorial durable et la filière éolienne, rattachée au Centre de recherche sur le développement territorial (CRDT), Université du Québec à Rimouski.

Disponible en ligne:

http://www.chaudiere-appalaches.qc.ca/upload/chaudiere-appalaches/editor/asset/CRE_CA_Guide%20acceptabilite%20sociale%20Éolien.pdf

Feurtey, E., et al. (2014) « Conception et validation d'un modèle d'analyse et de suivi pour l'élaboration d'une politique énergétique durable et acceptable : une étude comparative France-Québec sur l'énergie éolienne. » VertigO **14**(3).

Disponible en ligne :

http://vertigo.revues.org/15566

Gabriel, P. (2010). « Organisations et développement durable: le système de légitimité en œuvre. » In : <u>Développement durable et responsabilité sociale : de la mobilisation à l'institutionnalisation</u>. [Montréal], Presses internationales Polytechnique: 157-174.

Gendron, C., et al. (2015). <u>Ressources naturelles, énergie et acceptabilité sociale : commentaires dans le cadre des travaux du chantier sur l'acceptabilité sociale</u>. [Montréal], Chaire de responsabilité sociale et de développement durable ESG UQÀM. 6 p.

Disponible en ligne :

 $\underline{\text{http://www.bibliotheque.assnat.qc.ca/DepotNumerique_v2/AffichageNotice.aspx?idn=79}}\\ \underline{122}$

Le Folch, S. (2011). « Le riverain, le citoyen et l'habitant : trois figures de la participation dans la turbulence éolienne. » <u>Natures Sciences Sociétés</u> **19**(4): 344-354.

Mayaux, P.-L. (2015) « La production de l'acceptabilité sociale : privatisation des services d'eau et normes sociales d'accès en Amérique latine. » Revue française de science politique **65**(2): 237-259. Pourquoi des politiques de privatisation apparemment très formatées ont-elles provoqué,

en Amérique latine, d'amples mouvements de protestation dans certains cas et pas dans d'autres? En comparant deux privatisations des services urbains d'eau potable, cet article met au jour des ajustements différenciés entre les anciens systèmes de normes et d'attente et les nouveaux systèmes de normes néolibéraux (accommodement normatif versus choc normatif). La nature de ces ajustements n'a toutefois pas dépendu d'un véritable travail politique de légitimation, mais de la capacité à superposer des normes demeurant étrangères les unes aux autres. Il convient dès lors de distinguer nettement la légitimité de l'acceptabilité, phénomène social caractéristique des contextes démocratiques de basse intensité. (Résumé de la base de données)

Perron, Yves. (2015). <u>Mémoire citoyen présenté dans le cadre du chantier sur l'acceptabilité sociale tenu par le Ministère de l'énergie et des ressources naturelles</u>. Sept-Îles, [s.n.]. 5 p.

Disponible en ligne :

 $\frac{http://www.bibliotheque.assnat.qc.ca/DepotNumerique_v2/AffichageNotice.aspx?idn=79}{370}$

Pétrolia inc. (2015). <u>Mémoire présenté par Pétrolia inc. dans le cadre du chantier sur l'acceptabilité sociale : table de discussions sur l'acceptabilité sociale, juin 2015</u>. [Québec (Province)], Pétrolia. 7 p.

Disponible en ligne :

http://www.bibliotheque.assnat.qc.ca/DepotNumerique_v2/AffichageNotice.aspx?idn=79 348

Porlier, Réjean. (2013). <u>Chantier sur l'acceptabilité sociale : mémoire</u>. Sept-Îles (Québec), Ville de Sept-Îles. 9 p.

Disponible en ligne:

http://www.bibliotheque.assnat.qc.ca/DepotNumerique_v2/AffichageNotice.aspx?idn=79 366

Québec (Province). Ministère de l'énergie et des ressources naturelles (2015). <u>Orientations du Ministère de l'énergie et des ressources naturelles en matière d'acceptabilité sociale : livre vert.</u> Québec, Ministère de l'énergie et des ressources naturelles. 30 p.

Disponible en ligne:

http://mern.gouv.qc.ca/publications/territoire/acceptabilite/LivreVert.pdf

Regroupement pour le développement durable des Appalaches. (2011). <u>Mémoire : l'acceptabilité sociale : une condition essentielle.</u> [Québec (Province)], Regroupement pour le développement durable des Appalaches. 56 p.

Disponible en ligne :

http://www.bibliotheque.assnat.qc.ca/DepotNumerique_v2/AffichageNotice.aspx?idn=27 765

Séguin, M. (2005). « Déchets solides ou solidarité? » In : <u>Mouvements sociaux et changements institutionnels : l'action collective à l'ère de la mondialisation</u>. Sainte-Foy, Québec, Presses de l'Université du Québec: 200-214.

Shindler, B. A. (2002). <u>Social acceptability of forest conditions and management practices: a probem analysis</u>. Portland, OR: U.S. Dept. of Agriculture, Forest Service, Pacific Northwest Research Station. 68 p.

Stankey, G. H. et B. Shindler (2006). "Formation of social acceptability judgments and their implications for management of rare and little-known species." <u>Conservation Biology</u> **20**(1): 28-37.

Effective policies for management of rare and little-known species (RLKS) must be not only scientifically valid and cost-effective but also consistent with prevailing social beliefs and values. Limited public awareness of RLKS, however constrains efforts to frame such policies. Lacking public support, resistance to RLKS programs is likely, particularly when other uses and values are affected. The challenge lies in understanding how public judgments are formed, sustained, and altered. Although the lack of public support often is attributed to inadequate understanding of the scientific bases for policies, research indicates that judgments derive from a complex, albeit poorly understood, suite of factors, including context, trust, esthetics, and personal history. Steps that can enhance public understanding of RLKS management include (1) clarifying the rationale and impacts of policies on the species, (2) specifying the contextual setting, (3) outlining specific actions to be taken, and (4) identifying when and where policies will be employed. Failure to foster understanding and support will leave management dominated by conflict and continued species loss. (Résumé de l'auteur)

Stenekes, N., et al. (2006). "Risk and governance in water recycling: Public acceptance revisited." Science, technology, & human values **31**(2): 107-134.

Public acceptance is often seen as a key reason why water-recycling technology is (accepted or) rejected. A common assumption is that projects fail because the general public is unable to comprehend specialist information about risk and the belief that if the public were better informed, they would accept change more readily. This article suggests that rhetoric about acceptance is counterproductive in progressing sustainability as it does not address issues relating to institutional arrangements and reinforces a dichotomy between expert and lay groups. Instead, it is argued that institutional change is needed to build opportunities for constructive public engagement. The failure to implement sustainable water use through recycling can be understood as the result of several factors including present cost structures for water, institutional conservatism, administrative fragmentation, and inadequate involvement of communities in planning. Achieving sustainable water use through recycling may require better coordination between agencies and integrated government policies. (Résumé de la base de données)

Waldo, A. (2012). "Offshore wind power in Sweden—A qualitative analysis of attitudes with particular focus on opponents." <u>Energy policy</u> **41**: 692-702.

The Swedish Parliament has voted for massive expansion of wind power within the next decade. As in many other countries, the establishment of new wind farms has aroused local opposition. This paper contributes to the literature using a qualitative methodology to analyse attitudes towards wind power. In 2007, we carried out in-depth interviews with 40

stakeholders concerned with two planned near-shore farms in Sweden; despite their location, the wind farms' visual impact provoked strong negative attitudes. However, we found no evidence of the NIMBY-syndrome; rather, those opposing the wind farms question wind power more generally, especially vis-à-vis nuclear power. The analysis of attitudes is based on three components: cognition, feeling and action tendency. The results show high consistency between the feeling and cognitive components of attitudes: a negative feeling regarding landscape impact, for example, is accompanied by a belief that wind power is inefficient and unprofitable. However, in many cases the action tendency component is in dissonance with the other two: opponents remain passive despite being against the establishment of new wind farms. These passive opponents represent elements of uncertainty as they may suddenly, at a late stage, turn into active opponents exerting an effect on the decision process. (Résumé de la base de données)

TRANSPORTS

Bereni, Mathieu. (2008). <u>Acceptabilité sociale des poids lourds situations et politiques en France et à l'étranger</u>. Bagneux, France, Service d'études techniques des routes et autoroutes (SÉTRA). 34 p.

Disponible en ligne:

http://www.bv.transports.gouv.qc.ca/mono/0959777.pdf

Bertaud, G., et al. (2013). <u>Les débats publics dans l'acceptabilité sociale des projets d'infrastructures de transports apports méthodologiques à partir de l'analyse de 15 débats publics.</u>
Sourdun, Bagneux, France, Service d'études techniques des routes et autoroutes (SÉTRA). 125 p.
Disponible en ligne:

http://www.bv.transports.gouv.qc.ca/mono/1146266

Bertin, T., et al. (2000). <u>Rapport de recherche : « Méthode d'évaluation de l'acceptabilité sociale de l'innovation dans les réseaux du transport collectif urbain</u> ». [France], St-Quentin en Yvelines, PREDIT ; Bertin Technologies. 65 p.

Disponible en ligne:

http://www.innovations-transports.fr/IMG/pdf/005-R98MT101.pdf

Comby, Jean-Baptiste, et al. (2009). <u>L'acceptabilité sociale des écotaxes de transport éléments pour</u> une analyse sociologique d'une préoccupation politique. [Paris], PREDIT. 93 p.

Disponible en ligne :

http://www.bv.transports.gouv.qc.ca/mono/1017444.pdf

Fournis, Y., et al. (2015). <u>Activités portuaires et acceptabilité sociale : la gouvernance des projets et des activités portuaires, vers une proposition d'une grille d'analyse en termes d'acceptabilité sociale</u>. [Rimouski, Québec], Chaire de recherche en transport maritime : Groupe de recherche interdisciplinaire sur le développement territorial. 136 p.

Disponible en ligne :

http://www.bv.transports.gouv.qc.ca/mono/1173913.pdf

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

(2014). « Définir une stratégie collective et transversale. » In : Gaultier, Élise. <u>Du quartier au territoire : agir ensemble pour des mobilités urbaines durables</u>. Paris ,Victoires éditions : 12-47.

Développement économique Sept-îles. (2015). <u>Favoriser l'acceptabilité sociale des projets de mise en valeur du territoire public ainsi que des ressources énergétiques et minérales : mémoire</u>. Sept-Îles, Développement économique Sept-Îles. 10 p.

Disponible en ligne :

http://www.bibliotheque.assnat.qc.ca/DepotNumerique_v2/AffichageNotice.aspx?idn=79 285

Fortin, M.-J., et al. (2015). <u>Acceptabilité sociale, énergies, ressources naturelles une perspective territoriale</u>: mémoire soumis à la consultation sur l'acceptabilité sociale des projets liés à l'exploitation des ressources naturelles organisée par le Ministère de l'énergie et des ressources naturelles. [Rimouski], Chaire de recherche du Canada en développement régional et territorial (UQAR). 16 p.

Disponible en ligne:

 $\underline{\text{http://www.bibliotheque.assnat.qc.ca/DepotNumerique_v2/AffichageNotice.aspx?idn=79}}\\ \underline{125}$

Gariépy, M. (2014). « L'acceptabilité sociale des grands projets urbains est-elle prévisible? : une réflexion à partir de quatre cas montréalais. » In : <u>Les grands projets urbains : territoires, acteurs et stratégies</u>. Montréal, Presses de l'Université de Montréal: [17]-40.

LeChasseur, M.-A. (2014). « La participation du public à la planification urbaine et les droits inclus dans la garantie d'application de la Loi : équité procédurale, attentes légitimes, droits substantiels. » In : <u>Développements récents en droit municipal</u>. Cowansville, Québec : Éditions Yvon Blais : 167-201.

Raymond, Chabot, Grant, Thornton (Firme). (2015). Ministère de l'énergie et des ressources naturelles : conciliation des usages lors de la mise en valeur du territoire dans une perspective d'acceptabilité sociale. [Québec (Province)], Raymond Chabot Grant Thornton : Transfert Environnement et Société. 142 p.

Disponible en ligne:

http://www.bibliotheque.qc/ba/Archives/pgq/E4A1_A31_R39_2015.pdf

Québec (Province). Ministère de l'énergie et des ressources naturelles (2015). <u>Favoriser l'acceptabilité sociale des projets de mise en valeur du territoire public ainsi que des ressources énergétiques et minérales : document de réflexion.</u> [Québec (Province)], Énergie et ressources naturelles Québec. 20 p.

Disponible en ligne :

http://www.bibliotheque.gc/ba/Archives/pgg/E4A1 F39 2015.pdf

Zecs Québec. (2015). <u>Chantier sur l'acceptabilité sociale : mémoire : favoriser l'acceptabilité sociale des projets de mise en valeur du territoire public ainsi que des ressources énergétiques et minérales.</u> Québec : Zecs Québec. 9 p.

Disponible en ligne :

 $\underline{\text{http://www.bibliotheque.assnat.qc.ca/DepotNumerique_v2/AffichageNotice.aspx?idn=79}}\\ \underline{371}$

AUTOCHTONES

Baba, S. et E. Raufflet (2014). « Les relations entreprises-communautés : les leçons de l'expérience d'Hydro-Québec et des Cris. » <u>Gestion: revue internationale de gestion</u> **39**(2): 104-111.

Les questions liées aux relations entre entreprises et communautés locales se sont imposées au cours des dernières années comme un enjeu de gestion important pour nombre d'entreprises, en particulier dans le secteur industriel et des ressources naturelles. Comment construire, cultiver et reconstruire des relations durables et de réciprocité entre entreprises et communautés locales? À partir de l'analyse de l'expérience de près de quatre décennies de relations entre Hydro-Québec et la Nation autochtone crie entourant le lancement de vastes projets hydroélectriques, cet article relève des pratiques prometteuses en matière de gestion des relations entreprises-communautés. Ainsi, l'établissement et le maintien de relations durables, qui doivent s'appuyer sur la notion d'"acceptabilité sociale", représentent un processus continu qu'il faut renouveler à toutes les étapes de la vie d'un projet. (Résumé de la base de données)

Bosum, C. (2015). <u>Speaking points for Chief Curtis Bosum for the dialogue on social acceptability</u>. Ouje-Bougoumou (Quebec), Ouje-Bougoumou Cree Nation. 5 p.

Disponible en ligne :

http://www.bibliotheque.assnat.qc.ca/DepotNumerique_v2/AffichageNotice.aspx?idn=79 346

Grand conseil des Cris (Eeyou Istchee). (2015). <u>L'acceptabilité sociale dans Eeyou Istchee</u>: <u>observations du Grand conseil des Cris (Eeyou Istchee) dans le cadre du chantier sur l'acceptabilité sociale organisé par le Ministère de l'énergie et des ressources naturelles</u>. Nemaska, Québec, Grand conseil des Cris (Eeyou Istchee), Gouvernement de la nation crie. 6 p.

Disponible en ligne :

 $\underline{\text{http://www.bibliotheque.assnat.qc.ca/DepotNumerique_v2/AffichageNotice.aspx?idn=79}}{287}$

Québec (Province). Groupe de travail interministériel sur la consultation des Autochtones. (2008). Guide intérimaire en matière de consultation des communautés autochtones. Québec, Secrétariat aux affaires autochtones Québec. 14 p.

Disponible en ligne :

 $\underline{\text{http://www.bibliotheque.assnat.qc.ca/DepotNumerique_v2/AffichageNotice.aspx?idn=}11}082$

DIVERS

Diepeveen, S., et al. (2013). "Public acceptability of government intervention to change health-related behaviours: a systematic review and narrative synthesis." BMC Public Health 13(1): 1-11.

Background: Governments can intervene to change health-related behaviours using various measures but are sensitive to public attitudes towards such interventions. This review describes public attitudes towards a range of policy interventions aimed at changing tobacco and alcohol use, diet, and physical activity, and the extent to which these attitudes vary with characteristics of (a) the targeted behaviour (b) the intervention and (c) the respondents. Methods: We searched electronic databases and conducted a narrative synthesis of empirical studies that reported public attitudes in Europe, North America, Australia and New Zealand towards interventions relating to tobacco, alcohol, diet and physical activity. Two hundred studies met the inclusion criteria. Results: Over half the studies (105/200, 53%) were conducted in North America, with the most common interventions relating to tobacco control (110/200, 55%), followed by alcohol (42/200, 21%), diet-related interventions (18/200, 9%), interventions targeting both diet and physical activity (18/200, 9%), and physical activity alone (3/200, 2%). Most studies used survey-based methods (160/200, 80%), and only ten used experimental designs. Acceptability varied as a function of: (a) the targeted behaviour, with more support observed for smoking-related interventions; (b) the type of intervention, with less intrusive interventions, those already

implemented, and those targeting children and young people attracting most support; and (c) the characteristics of respondents, with support being highest in those not engaging in the targeted behaviour, and with women and older respondents being more likely to endorse more restrictive measures. Conclusions: Public acceptability of government interventions to change behaviour is greatest for the least intrusive interventions, which are often the least effective, and for interventions targeting the behaviour of others, rather than the respondent him or herself. Experimental studies are needed to assess how the presentation of the problem and the benefits of intervention might increase acceptability for those interventions which are more effective but currently less acceptable. (Résumé de l'auteur)

Gosselin, P. (2005). <u>Le Suroît, les changements climatiques et la santé réflexion sur l'acceptabilité du projet de centrale thermique du Suroît dans une optique de santé publique.</u> [Québec (Province)], Institut national de santé publique du Québec. 7 p.

Disponible en ligne:

http://www.bibliotheque.assnat.qc.ca/DepotNumerique_v2/AffichageNotice.aspx?idn=15_035

Montreuil, A. (2015). Interdictions de fumer dans des immeubles résidentiels exposition, mesures législatives et acceptabilité sociale : synthèse. Québec, Institut national de santé publique du Québec. 15 p.

Disponible en ligne:

http://www.bibliotheque.assnat.qc.ca/DepotNumerique_v2/AffichageNotice.aspx?idn=77 787

Montreuil, A. <u>Interdictions de fumer dans des lieux publics extérieurs exposition, mesures législatives et acceptabilité sociale : synthèse</u>. Québec, Institut national de santé publique du Québec.11 p.

Disponible en ligne:

http://www.bibliotheque.assnat.qc.ca/DepotNumerique_v2/AffichageNotice.aspx?idn=77 788